



À l'Ouest, rien de nouveau ?

Ces dernières semaines, une série d'événements a remué un continent, grand comme deux Europe. Curieusement, les secousses qu'ils ont provoquées n'ont pas été ressenties de ce côté-ci de l'Atlantique, ou si peu. Aussi, et parce qu'ils présentent un intérêt évident pour Lascaux, offrons à deux d'entre eux, au moins ici, un coup de projecteur.

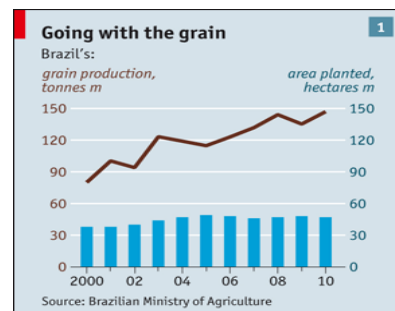
On se souvient qu'en 2007, l'Équateur a "créé la sensation" en adoptant, par référendum, une [Constitution](#) audacieuse, qui reconnaît notamment à la nature la qualité de sujet de droit (v. art. 71 : « *La naturaleza o Pacha Mama, donde se reproduce y realiza la vida, tiene derecho a que se respete integralmente su existencia* »). Est-ce faire preuve de naïveté ou de postmodernité ? Quelle que soit l'opinion que l'on s'en fait, la richesse de l'instrument ne saurait être contestée : consécration du droit à l'eau (art. 12) et du droit à l'aliment (art. 13) au sein d'un titre II intitulé « *Droit du bien-vivre* » ; respect des terres des communautés indigènes (art. 57) ; association étroite des acteurs civils au processus de décision (art. 61) ; une forme de gouvernance qui n'est pas sans rappeler les réflexions d'O. Hospes partagées lors des [Rencontres Lascaux des 28 et 29 juin 2010](#)) ; hiérarchisation stricte des droits et des libertés (cf. art. 66-15, selon lequel la liberté d'entreprendre une activité économique doit être exercée conformément aux principes de solidarité et de responsabilités sociale et environnementale) ; promotion de la souveraineté alimentaire, définie comme objectif stratégique (art. 281) ; condamnation, enfin, du système des *latifundios* (concentration des terres agricoles entre les mains de grands propriétaires) ainsi que de toute privatisation de la ressource en eau (art. 282)...

Si le tableau dressé ne correspond pas forcément, trait pour trait, à la réalité économique équatorienne et aux politiques mises en place au plus haut niveau de l'État (lire, notamment, [l'article de Raúl Zibechi, « La guerre pour les biens communs s'aggrave »](#), qui relève que le Gouvernement de R. Correa encourage l'exploitation minière à ciel ouvert, une option suscitant de graves problèmes d'accès à la terre et à l'eau), l'Équateur vient une nouvelle fois de se distinguer en choisissant d'approvisionner les cantines d'écoles, de maisons de

santé et d'autres établissements publics auprès des petits producteurs locaux. Une initiative qui n'est pas anodine puisque le Gouvernement a rompu le contrat d'approvisionnement qui le liait jusqu'ici avec le [Programme Alimentaire Mondial](#) et a modifié les règles de marchés publics afin de faciliter la candidature des « *pequeños productores locales* ». La réalisation du projet va de pair avec une décentralisation des politiques d'approvisionnement impliquant que chaque province gère le marché localement. Les premiers résultats sont d'ailleurs déjà positifs, le nouveau système entraînant, du côté des collectivités, une réduction non négligeable des coûts d'achat et, du côté des producteurs, une rémunération plus en rapport avec leur activité, les produits étant désormais vendus sans intermédiaires (v., pour plus de détails, le site du [Programa de Provisión de Alimentos](#) ainsi que la [dépêche](#) publiée, en espagnol, sur le site d'une agence de presse internationale).

Descendons maintenant un peu plus bas, vers le Brésil, après un bref arrêt en Bolivie – l'occasion de rappeler que l'Assemblée générale de l'ONU a adopté, en juillet dernier, une [résolution sur le droit fondamental à l'eau](#) à l'initiative du président Evo Morales.

Pourquoi le Brésil ? Parce que le très sérieux quotidien [The Economist](#) a récemment promu l'agriculture de ce pays au rang de modèle pour le XXI^e siècle. Si l'agriculture brésilienne se trouve ainsi portée aux nues, c'est que les chiffres sont objectivement bons. Lesquels ? Ceux de la taille des exploitations, promesse d'une productivité et d'un rendement optimum (le journal s'extasie devant l'évocation de champs de coton et de soja d'une superficie 200 fois supérieure à la surface moyenne d'une ferme de l'Iowa, USA) ; ceux, également, traduisant l'immixtion du Brésil dans le club fermé des cinq plus gros exportateurs mondiaux (véritable prouesse pour « *the first tropical food-giant* »). Une réussite que *The Economist* attribue en partie à la grande disponibilité de la terre et la présence de l'eau.



« Big is beautiful »

Mais la principale raison de ce succès réside, selon l'article, dans l'action de l'*Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária* (Embrapa). Cette société publique, créée en 1973, est, en effet, parvenue à transformer un espace *a priori* non cultivable – le *cerrado* – en gigantesque territoire exploitable (le *cerrado* est cette savane brésilienne qui se trouve au centre du pays, entre la côte atlantique et la forêt amazonienne). Une transformation aussi radicale que brutale de l'environnement, saluée ici et... regrettée là : le Gouvernement de Brasilia vient d'engager un [plan de préservation du cerrado](#), jugé gravement détérioré par la politique d'agriculture intensive pratiquée jusqu'à aujourd'hui.

Lascaux – 29 septembre 2010

Jean-Philippe Bugnicourt

Étonnamment, l'article ne se fait pas l'écho de ce revirement politique. Il termine même sur une touche d'espoir : l'exportation, souhaitable et techniquement réalisable, du modèle brésilien en Afrique pour remédier de façon définitive aux questions de la faim sur le continent noir : « *Can the miracle of the cerrado be exported, especially to Africa, where the good intentions of outsiders have so often shrivelled and died? There are several reasons to think it can* ». C'est souscrire à l'idée que la famine relève d'abord d'un problème de production, et non d'accès à l'aliment, de pauvreté ; une idée que l'on sait fautive grâce aux travaux de Lascaux (cf. notamment la [synthèse de la 4e table ronde](#) organisée dans le cadre du Forum mondial 2010).
